



Pour diffusion immédiate : 11/04/2023

GOVERNEURE KATHY HOCHUL

À SAVOIR : LA TRIBUNE LIBRE DE LA GOUVERNEURE HOCHUL DANS LE RÉSEAU DE USA TODAY : LE TENNESSEE ATTEND UNE ACTION LÉGISLATIVE ET NON PAS DES ATTAQUES CONTRE LA DÉMOCRATIE

Aujourd'hui, USA Today a publié une tribune de la gouverneure Kathy Hochul traitant de l'importance des lois « drapeau rouge » pour lutter contre la violence armée après les tragiques fusillades de Nashville et de Louisville. Le texte de la tribune libre est disponible ci-dessous et peut être consulté en ligne en cliquant [ici](#).

La scène tragique qui s'est déroulée le mois dernier à la Covenant School de Nashville nous est bien trop familière : parents terrifiés, enseignants et enfants s'accrochant les uns aux autres et premiers intervenants se précipitant à leur rescousse de manière tout à fait héroïque.

Ce qui était auparavant inimaginable dans notre pays est devenu terriblement fréquent. Cette année, les États-Unis ont déjà connu 130 fusillades de masse selon les archives de la violence armée.

Cependant, un nouvel événement s'est produit après la fusillade de Nashville. En effet, deux jeunes législateurs noirs furent expulsés de la Chambre des représentants du Tennessee. Le motif ? Ils ont osé plaider et manifester pacifiquement en faveur d'une loi sur la sécurité des armes à feu qui relève du bon sens. Ils relayaient les sentiments des élèves qui se sont manifestés et ont quitté les salles de classe, suivant les traces des courageux élèves du lycée Marjory Stoneman Douglas, qui sont devenus des leaders nationaux après la fusillade survenue dans leur établissement en Floride.

Ces mesures antidémocratiques de l'Assemblée législative non seulement défient les règlements de nos organes élus, mais aussi la volonté du peuple. Les lois sur la sécurité des armes à feu bénéficient du soutien non seulement d'une majorité d'Américains, mais aussi de la plupart des habitants du Tennessee.

Dans un récent sondage du Centre Vanderbilt pour les politiques sanitaires , 70,5 % des personnes interrogées ont déclaré que les écoles seraient plus sûres si la vérification des antécédents devenait obligatoire pour tout achat d'armes à feu. De plus de 63 % des parents ont déclaré que les écoles seraient plus sûres si les familles et les

forces de l'ordre parvenaient à restreindre temporairement l'accès d'une personne aux armes à feu.

C'est exactement ce que nous avons fait à New York, après que 10 personnes aient perdu la vie dans une fusillade de masse à caractère raciste dans ma ville natale de Buffalo, il y a près d'un an. Je me suis immédiatement mis au travail avec l'Assemblée législative de notre État et, moins d'un mois après l'attentat de Buffalo, nous avons adopté un paquet de mesures historiques pour renforcer les lois sur les armes à feu dans l'État et protéger les New-Yorkais. Ce paquet législatif comprenait l'interdiction de la vente d'armes semi-automatiques à toute personne âgée de moins de 21 ans, et le renforcement de nos lois existantes sur les armes à feu, y compris les lois sur les drapeaux rouges, afin d'éviter de futures tragédies.

Comment les lois sur les drapeaux rouges peuvent faire la différence

Les lois sur les drapeaux rouges permettent aux tribunaux d'émettre des ordonnances de protection contre les risques extrêmes afin d'éloigner les armes à feu des personnes susceptibles de représenter un danger pour elles-mêmes ou pour autrui, et l'été dernier, nous avons davantage renforcé ces lois. Désormais, les forces de l'ordre, tout comme les enseignants, les directeurs d'école, les membres de la famille et les professionnels de la santé peuvent tirer la sonnette d'alarme et demander une ERPO s'ils craignent qu'une personne se trouve dans une situation de crise. Les détenteurs légaux d'armes à feu bénéficient de garanties de procédure rigoureuses, notamment d'une audience judiciaire et du droit à un avocat.

Un pourcentage ahurissant de 56 % des auteurs de fusillades de masse présentent un comportement troublant ou profèrent des menaces précises avant de commettre leur attentat. C'est ce qui s'est passé à Nashville : le tireur avait des problèmes de santé mentale connus et recevait un traitement. Pourtant, ces personnes étaient encore en mesure d'acheter légalement un arsenal d'armes mortelles.

Si le Tennessee disposait d'une loi sur les drapeaux rouges, le simple dépôt d'un avis par les parents ou les amis du tireur aurait permis d'éviter la tragédie. Par ailleurs, dans le cas de la fusillade de lundi à Louisville, lorsque le tireur présumé a fait part de ses intentions à plusieurs amis et a laissé un message à ses parents, une ordonnance de protection d'urgence aurait sans doute suffi pour sauver des vies. À New York, cela s'est produit près de 8 000 fois jusqu'à présent. Depuis le renforcement de la loi, nous avons veillé à ce que les New-Yorkais soient bien informés de la possibilité d'y recourir, et les dépôts de dossiers au titre de la loi sur les drapeaux rouges ont été multipliés par six.

La loi fonctionne puisque plus de 78 % des ERPO à New York ont été déposées après que nous ayons renforcé nos lois sur les drapeaux rouges et élargi la liste des personnes autorisées à demander des ordonnances de protection l'année dernière. Nous nous sommes également associés à Everytown for Gun Safety pour organiser des sessions de formation sur nos lois relatives aux drapeaux rouges, y compris des

consignes sur la manière de déposer une ordonnance de protection pour empêcher une personne potentiellement dangereuse d'avoir accès à des armes à feu.

Malgré le fait que nous disposons de preuves solides que les lois sur les drapeaux rouges contribuent à sauver des vies, 31 États, dont le Tennessee, ne les ont toujours pas adoptées. Il faut absolument changer cette situation. Au mois de février de cette année, le président Joe Biden a alloué 231 millions de dollars aux États pour leur permettre de mettre en œuvre des projets d'intervention en cas de crise, notamment les lois sur les drapeaux rouges. Ce premier pas est un bon début, mais les États doivent prendre le relais en l'absence d'une loi nationale sur les drapeaux rouges.

Les législateurs du Tennessee et de l'ensemble du pays doivent savoir qu'il existe une corrélation directe entre les lois sur les armes à feu qui relèvent du bon sens et les vies sauvées. Les preuves sont irréfutables : les États dotés d'une législation plus stricte sur les armes à feu enregistrent des taux de mortalité par arme à feu plus faibles. Selon le CDC, le taux de mortalité par arme à feu dans l'État de New York est de 5,3 pour 100 000, soit le cinquième taux le plus bas du pays. Celui du Tennessee est quatre fois plus élevé.

Et enfin, en tant que première gouverneure de l'État de New York qui est aussi une mère, je suis bouleversée de savoir que la violence armée évitable est désormais la principale cause de décès des enfants et des adolescents aux États-Unis, avec une augmentation stupéfiante de 50% entre 2019 et 2021, selon une nouvelle étude du Pew Research Center.

Au lieu d'expulser les législateurs qui se battent pour sauver la vie de ces enfants, les adultes devraient mûrir et travailler ensemble au sein de l'Assemblée législative du Tennessee pour les protéger.

L'heure est venue de mettre fin aux bains de sang dans le Tennessee et dans tout le pays.

###

Informations supplémentaires disponibles sur le site Web www.governor.ny.gov
État de New York | Executive Chamber | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

[SE DÉSABONNER](#)